

Mumia Abu-Jamal n'est pas là, mais ses soutiens sont à l'intérieur et à l'extérieur du palais de justice de Philadelphie

par Julie Shaw [@julieshawphilly](https://twitter.com/julieshawphilly) / shawj@phillynews.com

Pour Maureen Faulkner, les 37 dernières années ont été "épuisantes", a-t-elle déclaré lundi devant le Centre de justice pénale. À un demi-pâté de maisons, une cinquantaine de manifestants soutenant l'homme reconnu coupable d'avoir tué son mari ont réclamé sa libération.

"Mumia Abu-Jamal ne sera jamais libérée", a déclaré Maureen Faulkner à une foule de journalistes. "Il va être derrière les barreaux pour le reste de sa vie, et je m'en assurerai."

Plus tôt dans la matinée, elle était assise au deuxième rang d'une salle d'audience bondée, écoutant des avocats débattre du sort d'Abu-Jamal, l'ancien Black Panther et journaliste radio, qui purge une peine de prison à vie pour le meurtre du policier de Philadelphie, Daniel Faulkner.

Abu-Jamal, qui est hébergé à l'Institution correctionnelle d'État-Mahanoy, dans le comté de Schuylkill, n'était pas présent à l'audience.

Pour le juge Leon Tucker en charge de l'affaire, la question était de savoir si l'ancien juge de la Cour suprême, Ronald Castille, avait violé les droits constitutionnels d'Abu-Jamal lorsqu'il ne s'est pas récusé lors des procédures en révision des appels de ce dernier.

Les avocats de la défense d'Abu-Jamal soutiennent que Castille, qui a été procureur de Philadelphie de 1986 à 1991 et qui, en qualité de premier procureur de la ville, s'était battu pour maintenir la condamnation à mort d'Abu-Jamal lors de ses appels directs, aurait dû se récuser du cas d'Abu-Jamal quand il a siégé à la plus haute Cour de l'Etat. Les avocats soutiennent qu'un mémo écrit par Castille alors qu'il était procureur de district a montré qu'il avait une implication significative dans la pression pour qu'Abu-Jamal soit exécuté. Ils citent également une décision de la Cour suprême des États-Unis, rendue en juin 2016 dans une autre affaire (*Williams c. Pennsylvanie*) qui a jugé que Castille avait eu tort de participer à un appel devant la dite Cour suprême.

Mais le procureur de district adjoint Tracey Kavanagh, superviseur de l'unité d'aide aux convictions du procureur de district, a déclaré lundi que ses juristes n'avaient pas trouvé le mémo de Castille malgré une recherche exhaustive.

Le juge Tucker n'a donc rendu aucune décision lundi, mais a prévu une nouvelle audience dans l'affaire pour le 30 août.

Maureen Faulkner est venue de Californie pour l'audience avec son mari actuel, Paul Palkovic, lequel a déclaré que les partisans d'Abu-Jamal "s'emparent de la paille".

Les avocats d'Abu-Jamal, Judith Ritter, professeur de droit à l'Université Widener, et Samuel Spital, directeur du contentieux du Fonds de défense et d'éducation juridique de la NAACP, soutiennent que Castille, en tant que procureur a tout fait pour accélérer les exécutions. De ce fait, il aurait dû, selon eux, se récuser du cas d'Abu-Jamal devant la Cour suprême. Ils espèrent convaincre que le juge Tucker de la partialité de Castille et qu'ainsi Abu-Jamal obtienne une nouvelle révision de sa condamnation en appel par un tribunal supérieur et peut-être un nouveau procès.